



# La gestion des ressources naturelles transfrontalières dans un contexte de changement climatique – Le cas des bassins versants partagés en Afrique

## Note conceptuelle de l'événement parallèle de la CdP-18

Date : 5 décembre    Horaire : 9h00 – 10h30    Lieu : Hôtel Renaissance

### I. Contexte

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique s'est transformée. Avec des taux de croissance annuelle de l'ordre de cinq pour cent, de nouvelles opportunités et perspectives pour les moyens de subsistance africains sont en train de s'ouvrir. Aujourd'hui, le défi consiste à faire en sorte que la croissance économique profite à tous les segments des sociétés africaines, et que la croissance reste soutenue au vu de la croissance démographique et du changement climatique. Par conséquent, la croissance verte inclusive à long terme est au cœur de l'orientation stratégique de la Banque africaine de développement. La croissance verte inclusive consiste à assurer la qualité de la croissance. Elle consiste également à soutenir l'Afrique dans la réalisation de ses ambitions de développement, tout en favorisant une utilisation efficace des ressources, ainsi que leur durabilité et résilience.

Dans ce contexte, la Banque africaine de développement organise une série de manifestations parallèles sur les principaux enjeux du changement climatique en Afrique au cours de la Conférence des Parties 18. Les participants aux événements parallèles représentent les différentes sphères concernées, y compris la politique, la recherche, la pratique (gouvernements, société civile, ONG), la finance (bailleurs de fonds, les BMD) et le corps des avocats. Chaque groupe apportera son expérience et son expertise au forum et répondra aux défis prioritaires identifiés avec des recommandations pertinentes pour les réformes institutionnelles et politiques pour une meilleure adaptation au changement climatique et une meilleure atténuation en Afrique.

### II. Historique

L'Afrique compte environ 80 bassins versants transfrontaliers aux fonctions multiples. Les bassins d'eau transfrontaliers couvrent environ 64% de la superficie du continent qui contient 93% des ressources en eau et qui est habitée par 77% de la population (l'eau en Afrique Atlas, 2010). Les bassins d'eau contiennent aussi des forêts qui abritent la plus grande partie de la biodiversité terrestre.

L'importance de préserver les ressources naturelles partagées ne saurait être surestimée. Les ressources en eau sont une nécessité pour la vie, l'industrie, l'énergie, l'agriculture ainsi que la vie aquatique qui fournit des sources de protéines et des moyens de subsistance pour les communautés riveraines. La plupart des

terres arables en Afrique sont également situées autour des bassins fluviaux, et à ce titre, la productivité agricole et la sécurité alimentaire sont directement liées à la sécurisation des ressources en eau pour une utilisation future. Les forêts peuvent servir de puits de carbone et de canaux pour une adaptation basée sur les écosystèmes. Tout en ayant un impact direct sur les moyens de subsistance des communautés dépendantes des forêts, ces dernières protègent et stabilisent les bassins versants et les sols en plus de maintenir la productivité des terres et de prévenir leur dégradation.

Le changement climatique a déjà un impact sur les ressources en eau en Afrique au vu des sécheresses et des inondations récurrentes. Le dessèchement croissant de certaines régions contribue à la zone aride qui couvre actuellement 60% de la superficie totale de l'Afrique. Les sécheresses sont les principales catastrophes naturelles en Afrique avec plus de 30% de la population qui est exposée à ce phénomène. Les inondations intermittentes qui affectent les régions basses ont de graves répercussions sur les moyens de subsistance des communautés.

La modélisation du changement climatique prévoit qu'environ 20 à 30% des espèces végétales et animales évaluées à ce jour sont susceptibles d'être exposées à un risque accru d'extinction si l'augmentation moyenne de la température mondiale dépasse 1,5 à 2,5°C (Forest for People, 2011). Les perturbations attendues à cause de la variabilité et du changement climatiques accrus, sont susceptibles de dépasser les limites normales de la variation, aggravant ainsi la mortalité des arbres, la destruction des sous-bois et la dégradation des sols. D'autres impacts tels que la fréquence et l'intensité des épidémies, les incendies et les risques associés aux événements extrêmes seront également exacerbés. La réduction des services écosystémiques en termes de régulation du cycle de l'eau, protection des sols et conservation de la biodiversité impliquent une plus grande vulnérabilité sociale et environnementale, en particulier compte tenu de la dépendance aux ressources naturelles et du niveau de pauvreté en Afrique. Ces impacts seront accentués dans les forêts transfrontalières qui couvrent environ 21% du paysage africain.

Les besoins croissants en eau dans les rivières et les lacs transfrontiers dus à l'accroissement des populations, les types de peuplement et l'accaparement récent des terres présentent également des risques pour la perte de la biodiversité et la réduction des services écosystémiques. Les parcs forestiers transfrontaliers assistent à une déforestation croissante et à des pertes en matière de biodiversité. La destruction des mangroves menace les moyens de subsistance durables de millions de communautés riveraines. Les récentes sécheresses observées dans la Corne de l'Afrique et au Sahel attestent également de la menace sur les moyens présentés par les événements climatiques et la capacité réduite à faire face aux années de sécheresse consécutives en raison d'un temps de récupération réduit entre les événements.

Les défis actuels de la gestion des ressources naturelles transfrontalières seront sans doute exacerbés par le changement climatique. La variabilité du débit des rivières, des niveaux de précipitations erratiques, l'augmentation des températures et

l'élévation du niveau de la mer aura des répercussions sur l'utilisation durable de ces ressources. L'Afrique a une faible capacité d'adaptation au changement climatique en raison des taux de pauvreté relativement élevés, une forte dépendance aux ressources naturelles pour la stabilité économique et une détérioration de la base d'actifs naturels. Compte tenu de la faible capacité d'adaptation de l'Afrique, les risques nouveaux et supplémentaires dus à la variabilité et au changement climatique grandissant sont des défis importants pour l'éradication de la pauvreté et la croissance économique globale.

Des ressources importantes sont nécessaires pour répondre à certains des défis posés par le changement climatique et l'essai d'approches novatrices pour la gestion commune et partagée de l'eau vitale et des ressources forestières. Ce soutien permettra de réduire les risques pour les écosystèmes ainsi que les populations directement ou indirectement tributaires de ces ressources. La gestion proactive devra s'inscrire dans un contexte régional, réunissant l'ensemble des acteurs étatiques pour résoudre les problèmes communs et renforcer les institutions régionales telles que les organisations existantes pour la conservation des forêts et des bassins hydrographiques. Les cadres pourraient fournir des stratégies régionales pour la construction de la résilience climatique qui peut également promouvoir le partage des bénéfices tirés des ressources.

Plusieurs pays africains élaborent des stratégies de changement climatique qui s'appuient sur les plans nationaux d'adaptation (PANA), qui incluent souvent des actions prioritaires dans les ressources en eau et forestières qui sont deux des secteurs les plus vulnérables. Les actions identifiées dans les PANA et dans les actions nationales d'atténuation appropriées (NAMA) qui sont en cours de développement peuvent informer les programmes stratégiques régionaux pour la résilience climatique. L'approche régionale favorise le partage des bénéfices, et contribue aussi à l'intégration régionale avec davantage de pays ayant accès aux ressources d'investissement climatiques.

### **III. Défis et opportunités**

#### *Défis*

Alors que l'Afrique est relativement bien dotée en ressources naturelles, celles-ci demeurent inexploitées et/ou mal gérées avec très peu de valeur ajoutée avant l'exportation. En dépit de la demande croissante d'eau douce, le prélèvement d'eau global s'élève à environ 4% en Afrique sub-saharienne. Deux tiers des pays africains ont développé moins de 20% de leur production agricole et moins de 5% de la superficie cultivée est irriguée dans la plupart des pays (l'eau en Afrique Atlas, 2010).

Le faible développement des infrastructures pour un accès accru à l'eau et à la gestion de l'assainissement, l'énergie hydroélectrique, l'irrigation, le stockage de l'eau et l'atténuation des inondations continuent d'être un défi majeur dans la plupart des pays africains. Les changements dans la configuration des précipitations et la distribution de l'eau qui en résulte vont aggraver les défis en matière de développement des infrastructures.

Avec l'urbanisation actuelle des pays africains, la pollution a considérablement augmenté, altérant la qualité de l'eau, la vie aquatique et la santé des bassins versants. L'expansion des colonies de peuplement et de la production agricole sont quelques-unes des principales causes de la déforestation et de la dégradation des forêts. Les approvisionnements énergétiques insuffisants et peu fiables contribuent également de manière significative à la déforestation car les populations dépendent de l'énergie du bois. La déforestation et la dégradation des forêts érodent les services écosystémiques fournis par les forêts et contribuent à l'émission de gaz à effet de serre. Elles réduisent également la capacité de séquestration du carbone. La planification des colonies de peuplement doit être améliorée, et le développement de l'agriculture doit se faire de manière plus écologique.

Les organisations existantes de gestion des forêts et des bassins hydrographiques ont développé des stratégies de gestion, mais manquent souvent de ressources pour leur mise en œuvre effective et la pleine intégration de l'adaptation au changement climatique et des mesures d'atténuation. Les fonds pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation à moyen et long terme qui sont prévisibles et durables pour la gestion des ressources transfrontalières sont limités et ne sont pas facilement accessibles à tous les acteurs.

### *Opportunités*

La nécessité de partager les ressources en eau entre les pays riverains est souvent un catalyseur pour la gestion coopérative de l'eau. L'Afrique a déjà plus de 90 accords internationaux sur l'eau pour gérer conjointement les ressources partagées. Ces accords permettent d'apprendre des coopérations réussies. Les capacités des Organisations des bassins hydrographiques peuvent être améliorées pour intégrer l'adaptation au changement climatique et les mesures d'atténuation. Les pays dotés de mécanismes de gestion des ressources en eau bien développés sont résilients à la variabilité du climat et sont en mesure de mieux gérer les impacts néfastes attendus des changements climatiques.

La coopération dans la gestion et le développement des ressources en eau transfrontalières est la pierre d'assise de l'intégration régionale. Les approches d'adaptation régionales et trans-sectorielles pour faire face aux impacts négatifs des changements climatiques ont la possibilité de renforcer la coopération afin d'améliorer l'efficacité de la gestion des ressources hydriques. Cette approche coopérative peut conduire à davantage de collaboration et à une action commune, au-delà de l'eau, contribuant ainsi à la paix, la stabilité et l'intégration régionales.

La voie de la croissance verte offre des opportunités pour le développement du secteur agricole grâce à des investissements dans les technologies d'irrigation abordables, en adoptant des pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique, ainsi que la reproduction et la diffusion de variétés végétales qui tolèrent la sécheresse.

La variabilité inhérente aux précipitations interannuelles en Afrique a donné lieu à des populations vivant dans les zones arides et les paysages semi-arides qui développent des mécanismes d'adaptation traditionnels qui peuvent être appliqués

et adaptés aux nouvelles circonstances. Le partage d'expériences entre les communautés, particulièrement celles qui vivent autour des ressources transfrontalières, peut être encouragé.

Les bassins hydrographiques communs en Afrique ont un potentiel énorme pour le développement des ressources hydriques qui peut contribuer à la résilience au changement climatique. Une infrastructure multifonctionnelle de stockage de l'eau combinant la production d'hydroélectricité, l'irrigation, la lutte contre les inondations et l'approvisionnement en eau pourrait contribuer à maximiser les bénéfices régionaux.

Le succès de la coopération repose sur la qualité des informations hydrométéorologiques. Les pays africains doivent reconnaître les informations hydrométéorologiques (débit de la rivière, données pluviométriques, etc) comme des biens publics à partager à tous les niveaux, gérés et utilisés pour une gestion efficace des ressources hydriques dans la région.

Une meilleure gestion forestière offre également des possibilités d'atténuation et d'adaptation au changement climatique en réduisant l'érosion et le ruissellement, ainsi que l'amélioration de la rétention d'eau et en procurant de l'ombre. Le couvert végétal fourni minimise les perturbations sur les pentes et augmente également la protection des zones riveraines en protégeant la qualité de l'eau. Les forêts peuvent être utilisées pour racheter des terres dégradées, tout en augmentant la capacité de séquestration du carbone.

#### **IV. Objectifs de l'événement et résultats**

##### *Objectifs*

L'objectif de cette session est de faire le point sur les défis actuels et les questions en suspens dans la gestion transfrontalière des ressources naturelles au sein du contexte du changement climatique. La session fournira une plate-forme pour partager les informations et les enseignements tirés dans la gestion des ressources transfrontières, la manière dont elles pourraient contribuer à l'atténuation du changement climatique, et d'échanger également des idées sur la gestion proactive des ressources qui favorisent l'intégration régionale et la coopération entre les pays.

##### *Résultats*

Les principaux résultats de la session seront des idées concrètes sur la gestion proactive des ressources naturelles transfrontalières. Ces idées peuvent éclairer l'élaboration et la conception des interventions futures dans la gestion transfrontalière des ressources naturelles.

## V. Questions clés

Les questions suivantes seront abordées par le panel de haut niveau :

1. Quels sont les impacts du changement climatique sur les ressources naturelles transfrontières auxquels nous assistons aujourd'hui? Quels sont les impacts projetés dans le futur ?
2. Quelles sont les conséquences de l'inaction aujourd'hui ? Comment pouvons-nous exhorter l'Afrique à lutter activement contre les effets négatifs et inévitables du changement climatique ?
3. Quels sont quelques-uns des succès (et des échecs) des expériences dans la gestion des ressources naturelles trans frontalières de l'Afrique et au-delà, dans le contexte des changements climatiques ?
4. De quelle manière le partage des bénéfices peut-il être assuré pour tous les acteurs et les communautés locales vivant à proximité des ressources transfrontalières ?
5. Comment peut-on garantir le financement pour la gestion proactive des ressources partagées ? Quel rôle le secteur privé peut-il jouer ?
6. Quel est le rôle de l'aménagement du territoire dans la gestion des ressources transfrontalières compte tenu de la capacité des autorités de régulation ?
7. Quelles sont les actions les plus urgentes en termes de soutien institutionnel dont votre organisme aurait besoin, le cas échéant ?